

Intérêts communs contre un ennemi commun : Comment Rio Tinto, les autorités de l'UE et les lobbies commerciaux occidentaux s'unissent pour discréditer l'activisme écologique serbe

Toutes les versions de cet article : [[English](#)] [français]

jeudi 6 février 2025, par [KRSTIĆ Iskra](#)

Le récent visionnage de « Pas dans mon pays : Le dilemme du lithium en Serbie » au Parlement européen révèle une inquiétante convergence d'intérêts entre le géant minier multinational Rio Tinto, des responsables de l'Union européenne et des lobbies commerciaux occidentaux. Cette alliance partage un objectif commun : délégitimer les activistes écologiques serbes qui s'opposent au controversé projet minier de lithium de Jadar. Ce qui rend cette convergence particulièrement préoccupante est la stratégie commune déployée : caractériser la résistance locale comme mal informée, présenter l'opposition comme influencée par la Russie, et recadrer l'extraction des ressources par les entreprises comme essentielle aux intérêts stratégiques européens. En dépeignant les activistes serbes comme des « tribus sauvages » ou des « agents russes » plutôt que comme des citoyens engagés ayant des préoccupations environnementales légitimes, ces puissantes entités tentent de neutraliser l'opposition par la désinformation plutôt que d'aborder les critiques substantielles concernant l'impact environnemental, les risques de contamination de l'eau et la responsabilité des entreprises.

L'effort collaboratif pour discréditer la résistance populaire – évident dans tout, des documentaires trompeurs aux débats parlementaires délibérément déséquilibrés – démontre comment les intérêts des entreprises façonnent de plus en plus le discours politique autour des « matières premières critiques » d'une manière qui marginalise la participation démocratique et la protection de l'environnement. Alors que le lithium devient le nouveau prix géopolitique dans la transition verte de l'Europe, les activistes écologiques serbes se retrouvent à lutter non seulement contre une compagnie minière, mais contre tout un système de pouvoirs économiques et politiques alignés, déterminés à s'assurer l'accès aux ressources, quelles que soient les préoccupations locales.[AN]

« Documentaire » sur la résistance au Projet Jadar présentant la Serbie comme frontalière avec la Russie

Un débat s'est tenu au siège du Parlement européen le 5 février suite à la projection du film « Pas dans mon pays : Le dilemme du lithium en Serbie ». Les activistes avertissent qu'il ne s'agissait pas d'un débat mais plutôt de la projection d'un matériel de propagande qui présente les activistes de Serbie « comme des sauvages », comme l'a souligné Nebojša Petković de Ne damo Jadar (Nous n'abandonnerons pas Jadar). « Nous sommes présentés comme une tribu sauvage du 18^e siècle, comme des agents russes – imaginez, il y a même cela – ils disent que l'auteur a fait preuve d'une ignorance élémentaire de la géographie et dans une partie du film a affirmé que nous avons une frontière avec la Russie », a commenté Petković.

Petković a estimé que les activistes locaux étaient dépeints comme agressifs, non éduqués et mal informés. Comme les activistes l'avaient précédemment souligné, le matériel vidéo les représentant a, de plus, été utilisé illégalement sans leur connaissance ni leur permission.

Quelques semaines plus tôt, D^r Jelena Vasiljević avait fourni une évaluation similaire de la bande-annonce disponible pour le documentaire controversé via les médias sociaux. Sur son compte Facebook, elle a écrit que les déclarations qu'elle avait données pour le documentaire avaient été détournées pour présenter une vision unilatérale, et a publiquement exigé qu'elles soient exclues du matériel final – ce que l'auteur n'a pas fait.

Le film comprend également une déclaration de la Professeure Dragana Đorđević. Selon Aleksandar Matković, chercheur associé à l'Institut des Sciences Économiques de Belgrade et l'un des participants au débat au PE, « elle ne savait même pas qu'elle figurait dans le film car ils ont utilisé sa déclaration d'une autre interview, mais l'ont présentée comme si elle parlait pour ce film ».

« Ils ont en fait présenté des parties de leurs discours qui, essentiellement, ne s'intègrent même pas dans le film dans le sens où elles ne fournissent pas une contre-argumentation appropriée », déclare Matković. Il ajoute que malgré l'invitation du réalisateur à l'Académie serbe des sciences et des arts, il n'y a pas de points de vue de scientifiques serbes dans le film. Selon lui, l'auteur a décliné cette invitation parce qu'il est allé au Portugal.

Géant minier « menacé » ?

« Dans la bande-annonce du documentaire, les positions clés des activistes, des communautés locales et des scientifiques indépendants ont été délibérément omises, tandis qu'ils étaient simultanément présentés dans le contexte de possibles liens avec la propagande russe. La société minière a ensuite été présentée comme victime d'une campagne de désinformation », ont estimé des activistes de plus de 45 organisations environnementales nationales, régionales et internationales qui avaient précédemment exprimé de sérieuses préoccupations concernant l'impartialité et la transparence du film et des discussions.

La bande-annonce commence par la phrase selon laquelle « un scientifique environnemental s'est rendu dans la vallée de Jadar et y a découvert que l'une des plus grandes compagnies minières du monde, Rio Tinto, est menacée » (nos italiques). « C'est un film sur la méfiance et la désinformation », ajoute la bande-annonce, et pose immédiatement la question : « Qui est derrière cela ? Est-ce les Russes ? » Petković a déclaré sur TV NovaS que c'était « même bien » par rapport à la façon dont les habitants et les activistes sont dépeints dans l'ensemble du film.

La version finale du documentaire n'est pas disponible pour le public. De plus, l'auteur a permis même aux participants du débat d'hier de voir le matériel seulement deux jours avant la conversation au PE. Matković a estimé qu'il s'agissait d'un acte tendancieux visant à limiter le temps de préparation des participants critiques envers le projet Jadar.

« Ce qui est problématique, c'est que le réalisateur a des liens avec Rio Tinto. Il est directeur du département des matières premières critiques à l'Université catholique de Louvain en Belgique et a financé ce film via le projet Sim 2. Le problème est que cette université et ce projet ont souvent reçu de l'argent de Rio Tinto et ont également reçu de l'argent d'une entreprise serbe qui apparaît aussi dans le film », commente Matković dans une déclaration vidéo publiée après le débat. Le chercheur note que le film a utilisé des documents

promotionnels d'entreprise produits par Rio Tinto pour le Projet Jadar, qui n'étaient pas indiqués dans le film comme étant « essentiellement des supports publicitaires ».

Le film contient de nombreuses erreurs factuelles, affirme Matković. Il souligne que dans l'une des premières séquences, le réalisateur se tient devant une carte de l'Europe, pointe des mines à travers le continent et dit que la future mine de jadarite est la plus grande mine en Serbie. « Il ne précise pas selon quelle mesure – que ce soit par territoire ou concentration. Il y a différentes façons de mesurer ce qui constitue la plus grande mine », note-t-il.

« Il dit que le problème est que la Serbie se trouve à la frontière entre l'Europe occidentale et la Russie, puis pointe du doigt la Bulgarie et la Roumanie. Je n'ai aucune idée de comment cela a pu passer », commente le chercheur associé de l'Institut des Sciences Économiques. « Puis il dit dans le film que nous nous remettons des sanctions – sanctions qui ont été imposées pour la dernière fois en '97, ou imposées pour la première fois en '95 », déclare Matković, illustrant les erreurs factuelles.

Cinq des six participants au débat sont des défenseurs du projet « Jadar »

Cinq des six intervenants qui ont participé au débat sont des défenseurs du Projet Jadar, soulignent les activistes à Mašina. Matković a déclaré à Insajder TV que le débat sur le lithium au Parlement européen « a exposé les intérêts corporatifs qui le sous-tendent » et prouvé que Rio Tinto n'est pas prêt à entendre des opinions différentes :

« Le public était composé principalement de députés européens, d'experts en lithium et en transition énergétique. Il a été suggéré à plusieurs reprises aux organisateurs d'inclure des personnes de 'Ne damo Jadar', car ce sont eux qui devraient être consultés en priorité, mais ils n'ont pas eu la parole à la fin du débat et c'est un fiasco ».

Qui est la victime de la désinformation ?

Le film laisse entendre qu'il est impossible que tant de personnes se soulèvent, que quelqu'un a dû les payer – et que ce quelqu'un qui paie pour les manifestations est en fait le Kremlin, déclare Matković. « J'ai dit lors du débat parlementaire qu'il est impossible que nous soyons des adeptes et des agents de trois superpuissances : ainsi, Vučić dit que nous sommes des agents de l'UE, Zakharova dit que nous faisons des révolutions colorées, et puis des réalisateurs comme celui-ci disent que nous sommes des mercenaires russes. Eh bien, nous ne pouvons pas servir trois superpuissances différentes », souligne Matković, illustrant que la désinformation est en réalité dirigée contre les citoyens.

« Ces affirmations ont été faites sans preuve, et le film lui-même était supposément réalisé pour contrer la désinformation sur Rio Tinto », note le chercheur. Matković souligne que lors du débat au Parlement européen, la principale représentante de Rio Tinto en Serbie, Marijanti Babić, a affirmé que la campagne contre Rio Tinto est basée sur la désinformation – mais qu'« elle n'avait tout simplement rien à dire » lorsqu'elle a été confrontée pendant le débat à une demande qu'elle avait soumise au Ministère des Mines et de l'Énergie en 2023, demandant « de retenir toutes les informations relatives au projet Jadar du public car leurs intérêts corporatifs sont menacés ».

« Quelle sorte de dialogue est-ce si je ne te donne pas d'informations et puis je t'invite au dialogue ? », commente le chercheur. Matković a souligné que les autres intervenants n'ont réfuté aucun des arguments qu'il a réussi à présenter pendant le débat, y compris les

poursuites contre Rio Tinto pour la pollution qu'ils ont déjà causée et pour laquelle ils paient déjà des compensations.

Film adapté à la possibilité que le parti de Vučić perde le pouvoir ?

« Je suppose que le film a été édité par la suite en raison des protestations actuelles en Serbie, car il se termine par une scène où les habitants se rendent chez Rio Tinto, ou plutôt dans le centre éducatif de Rio Tinto, où ils changent d'avis et réalisent que leur problème n'était pas la mine mais Vučić », déclare Matković.

« Et c'est dangereux. Si Vučić tombe, ce film sera certainement utilisé pour 'nettoyer' Rio Tinto de Vučić et le rapprocher d'une nouvelle opposition qui sera alors au pouvoir », estime-t-il. À son avis, certaines nouvelles autorités pourraient utiliser ce documentaire pour dire : « Eh bien, ce groupe d'activistes de Gornje Nedeljice et d'autres villes s'est essentiellement trompé parce qu'ils ne s'occupaient pas de science, et nous, en tant que nouveau gouvernement, bons Européens, pouvons comprendre que nous sommes contre cette influence russe qui a capturé certains scientifiques et agriculteurs, et être quand même en faveur de cette mine. Et, regardez, Vučić n'est plus là, nous pouvons maintenant contrôler la mine, tout va bien », Matković décrit un scénario possible.

Selon le participant au débat, le film a été tourné dans la période trop brève de quelques jours seulement, pendant la plus grande vague de résistance contre le projet Jadar et la plus grande vague de violence contre les activistes. Il a été publié avant la réunion du Comité des matières premières critiques du PE qui aura lieu le mois prochain (après avoir été reportée). Il s'agit d'un comité qui devrait décider d'un financement supplémentaire pour Rio Tinto et ainsi soutenir l'ouverture de la mine. « Je suppose que c'est pourquoi ce réalisateur, qui travaille normalement à l'Université de Louvain, tenait tant à ce que cela soit présenté au Parlement européen ».

Ne damo Jadar a délivré un message au PE : l'exploitation minière n'aura pas lieu. Le film a été présenté à l'initiative de deux groupes parlementaires, et non de l'ensemble du PE, ajoutent d'autres activistes. Ils attirent l'attention sur le fait que le retard dans le début du débat a « par coïncidence » empêché les personnes dans le public de poser des questions. Comme le sait le public national, des représentants de l'association Ne damo Jadar, Nebojša Petković et Zlatko Kokanović, étaient dans le public.

Après avoir échoué à obtenir l'autorisation des organisateurs de participer au débat, on leur a promis 2-3 minutes pour s'adresser au public et aux intervenants et présenter leurs arguments. Cela leur a été refusé, c'est pourquoi ils ont déployé une banderole Ne damo Jadar dans la salle et ont dit à Rio Tinto qu'ils ne mineraient pas.

Avant le débat, une manifestation a été organisée devant le siège du Parlement européen, organisée par l'association « Palac gore » (Pouces en l'air). Parmi les intervenants figuraient Carola Racke (députée européenne d'Allemagne), Catarina Soares Martins (députée européenne du Portugal), Tor Jonas Sjöstedt (député européen de Suède), Zlatko Kokanović (communauté locale « Ne damo Jadar », Serbie) et Aleksandar Matković (Institut des Sciences Économiques de Belgrade, Serbie).

« Nous avons tous dit que ce n'est pas seulement un combat pour la Serbie. C'est plus large car la Serbie est un exemple pour d'autres pays, que la Serbie peut travailler avec d'autres pays contre les entreprises. Pourquoi ? Parce que si la Commission européenne soutient ce

projet, elle utilisera l'argent des contribuables européens pour financer un projet qui est maintenant associé à la violence en Serbie », conclut l'associé de l'Institut des Sciences Économiques.

Iskra Krstić

P.-S.

<https://www.masina.rs/dokumentarac-o-otporu-projektu-jadar-u-kom-je-srbija-prikazana-kao-da-se-granici-s-rusijom/>